

Jan Jambon : “Notre crainte, c’est que le PS revienne”

- Le vice-Premier ministre N-VA confirme qu’à part les bas salaires et les petites pensions, tout le monde sera touché.
- Il annonce des réformes proches des attentes des électeurs... flamands.
- Il revient sur ses collusions gênantes et parle de “fait divers”.

“On ne peut accepter un statu quo institutionnel pour dix ans”

Entretien **Frédéric Chardon**
et **Vincent Rocour**

Samedi, vous avez prêté serment devant le Roi comme vice-Premier ministre fédéral. Pour un nationaliste flamand, républicain, cela doit être particulier, non ?

Oui. C’est particulier. Mais nous respectons la Constitution. Nous sommes pour une évolution, pas une révolution. Avec l’organisation politique et constitutionnelle que l’on a aujourd’hui, on doit accepter de passer par le Palais pour entrer au gouvernement fédéral, et pouvoir changer les choses. Le Roi a d’ailleurs été très correct et gentil. Il m’a dit qu’il était heureux de me voir. Mais le projet de la N-VA a toujours été un projet de participation au pouvoir.

On s’attendait à un Congrès de participation plus difficile à la N-VA. Pas vous ?

Non. Nous avons expliqué aux militants que c’était soit cet accord de gouvernement, qui correspond à notre programme socio-économique, soit rien du tout, ni sur le plan communautaire ni sur le plan socio-économique. Ils ont très bien compris. Je trouve, moi aussi, dommage qu’il n’y ait rien sur le plan communautaire. Mais il n’y avait pas de partenaires pour cela. Cela aurait été pire de participer à un gouvernement qui fait une mauvaise réforme de l’Etat.

Est-ce, pendant les négociations, la révision de l’Article 195 de la Constitution – qui verrouille le mode de révision de la Constitution – a été mise sur la table par la N-VA ?

Comme Kris Peeters l’a dit, pour les cinq prochaines années, on n’a pas de réforme de l’Etat mais on ne peut pas accepter un statu quo institutionnel pour dix ans. Aucune réforme de l’Etat n’est possible sous cette législature car Di Rupo a tout verrouillé. Par contre, tous les choix doi-

vent pouvoir être ouverts pour que, à la fin de la législature, on puisse répondre à la volonté des électeurs. Si, aux élections, la Flandre et la Wallonie demandent ensemble une réforme de l’Etat, il devra être possible de la réaliser. L’électeur doit pouvoir décider.

Mais Bart De Wever a dit qu’il accepterait une législature suivante sans communautaire à condition que le PS ne soit pas là...

Notre crainte, c’est que le PS revienne à la prochaine législature et détricote toutes les réformes que nous aurons entreprises. C’est pour cela que nous voulons un changement des institutions: pour sécuriser les réformes socio-économiques, juridiques, sur l’asile et l’immigration, etc., que l’on va faire.

Avec ce gouvernement, on va pouvoir mener des réformes qui sont proches des attentes des électeurs flamands. Mais rien ne garantit que ce sera encore le cas dans le futur. Or, dans une démocratie, il faut faire ce que veulent les électeurs.

Vous voulez dire que si le PS revient, alors, pour vous, il faut le confédéralisme ?

Oui, tout à fait. Car en Flandre, on vote centre-droit. Dans l’autre démocratie, la démocratie wallonne, c’est le PS qui est encore le plus grand parti. Seul un système confédéral permettra de rencontrer la demande de base de ces deux démocraties.

Le MR a été critiqué vendredi lorsqu’on a découvert les compétences des francophones dans le nouveau gouvernement...

Je ne comprends pas cette critique. Le MR a le Premier ministre, les Affaires étrangères, les Pensions, le Budget... Ce sont quatre portefeuilles très très lourds. Le Premier ministre gère tout. Toutes les compétences passent par lui. Il y a quatre partis autour de la table, c’était clair qu’un seul parti ne pouvait pas tout obtenir.

Il y a aussi peu de femmes : 4 sur 18...

C’est juste, je le regrette. C’est trop peu. Mais chaque parti a des contraintes internes par rapport aux compétences qu’il doit exercer, aux questions de personnes, aux équilibres régionaux...

Est-ce un gouvernement de droite ou d’ultradroite comme dit le PS ?

D’ultradroite? Mais non... Toutes les mesures que l’on va prendre, ce sont des mesures que nos pays voisins prennent. Personne ne dit que la France a un gouvernement d’ultradroite et, pourtant,

beaucoup de mesures que Hollande prend, on les retrouve dans notre accord. Mais bon, c’est le jeu normal de l’opposition d’utiliser ce genre d’image. Moi, quand j’étais dans l’opposition, j’ai dit que le gouvernement Di Rupo était un gouvernement de taxes francophones...

Avec les réformes sociales qui seront entreprises, avez-vous peur des réactions de la FGTB wallonne ?

Je ne suis pas quelqu'un qui a peur. Mais j'imagine bien qu'elle se manifestera souvent. Nous ne pouvons pas mener d'importantes réformes dans la sécurité sociale sans toucher aux privilèges de certains groupes. C'est à cause de l'existence de ces privilèges que la Sécurité sociale coûte tant. Je regrette que

la FGTB passe tout de suite à des actions comme cela s'est passé à la FN cette semaine au lieu d'attendre la concertation.

Les employeurs sont très contents, les syndicats très fâchés... Les efforts sont-ils équitablement répartis ?

A part les petites pensions et les bas salaires qui seront revalorisés, tout le monde devra faire un effort. Nous sommes convaincus que, sans ces réformes, nous ne pourrions pas garantir le bien-être de nos enfants et petits-enfants. Nous sommes aussi convaincus que le moteur du bien-être social, c'est la production de richesses. Il faut donc stimuler la croissance en créant de l'emploi. Et pour cela, diminuer le coût du travail. Il ne s'agit pas

d'une rupture sociale mais plutôt d'une rénovation de notre système social. Les syndicats ont un autre cadre de pensée.

Ils sont dépassés, pour vous ?

Moi qui suis membre d'un parti qu'on dit conservateur, je trouve que les syndicats sont trop conservateurs.

Vous avez des compétences importantes. Vous allez être le garant de la sécurité en Belgique. Quelle sera la marque de la N-VA sur ce plan-là ?

Tout le monde pourra lire notre marque dans le programme du gouvernement. C'est notamment le programme de "déradicalisation" ... Nous allons agir concrètement. Pas comme Joëlle Milquet, qui a mis sur pied beaucoup de "task force", mais n'a pas fait grand-chose.

Que fera ce gouvernement par rapport aux jeunes qui partent combattre en Syrie ?

Il y aura un aspect préventif, pour tenter de les empêcher de partir. Mais s'ils partent quand même, il faudra être répressif. Ils perdront leur nationalité belge s'ils sont Belges, et seront interdits de retour en Belgique s'ils ne le sont pas.

Lors de menace terroriste, l'armée pourrait-elle être amenée à descendre dans la rue ?

Oui. Mais il faudra une décision du gouvernement. Cela se fait en France dans le cadre des plans Vigipirate.

Ce n'est pas rajouter de l'angoisse à l'angoisse ? On n'est pas en guerre...

Je pense au contraire que la présence de l'armée rassure. Quand il y a une menace à l'étranger, on envoie l'armée. Pourquoi, quand c'est ici, les militaires doivent rester dans leur caserne ?

"Je trouve, moi aussi, dommage qu'il n'y ait rien sur le communautaire dans l'accord."

"En cas de menace terroriste, l'armée pourrait descendre dans la rue avec l'accord du gouvernement."

"La collaboration a été une erreur"

Des images de votre passé ont ressurgi : sur l'une d'elles, on vous voit écouter un discours de Jean-Marie Le Pen, et sur une autre, intervenir à une réunion du Sint-Maartensfonds en 2001, une association d'anciens combattants sur le front de l'Est. Gênant ?

Ce n'est pas nouveau. C'est un fait divers et je m'en suis déjà expliqué.

Johan Sauwens, lui aussi présent au Sint-Maartensfonds, avait dû démissionner en 2001...

Il était ministre à ce moment-là. Ses collègues n'ont pas accepté sa participation à la réunion. Je peux comprendre. Comme ministre, il faut s'abstenir de faire des choses que l'on peut se permettre de faire avant d'être nommé.

Dans quelles circonstances ces clichés ont été pris ?

Les photos où on me voit assister à une prise de parole de Le Pen ont été prises dans un club de débats à Anvers, qui invite chaque mois une personnalité connue. Kris Merckx, le responsable à l'époque de Amada - qui deviendra le PTB, NdlR - y était égale-

ment. Ce n'est pas parce que je vais écouter quelqu'un que j'épouse ses idées. Par ailleurs, je me suis exprimé à la réunion du Sint-Maartensfonds comme responsable du Vlaamse Volksbeweging (VVB). J'y allais pour mobiliser les nationalistes contre les accords institutionnels du Lambermont que nous rejetions. Nous organisons une manifestation. Il fallait du monde. Nous sommes allés dans tous les cercles nationalistes de gauche comme de droite.

Mais le Sint-Maartensfonds, ce sont des gens qui ont collaboré avec les Allemands. Ce n'est pas rien...

Je défie quiconque de trouver une phrase, un texte, où je défends la collaboration. La collaboration a été une erreur. Le mouvement flamand a été isolé pendant des dizaines d'années. Mais c'est plus facile à dire après. Les gens qui ont collaboré avec les Allemands avaient leurs raisons. Moi, je ne vivais pas à cette époque-là.

Mais au VVB, dont vous restez membre, il y a toujours des nostalgiques de ce temps-là...

Oui. Comme à la FGTB, il y a toujours de vrais communistes. Le VVB réunit des gens autour d'un seul objectif : l'indépendance de la Flandre. Des gens qui viennent d'horizons très différents : de l'ultragauche à l'ultradroite.